



Une enquête de l'ONU conclut qu'Israël est responsable des « causes profondes » des violences de l'année dernière en Palestine

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 07 juin 2022

Communiqué du CJPMO

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Montréal, le 7 juin 2022 — Les pratiques israéliennes d'occupation et de discrimination à l'égard des Palestiniens sont les « causes principales » des violences de l'année dernière, selon le premier [rapport](#) de la Commission d'enquête des Nations unies sur Israël et le territoire palestinien occupé. La commission d'enquête des Nations Unies a conclu que, bien qu'Israël et les autorités palestiniennes soient tous deux responsables des violations des droits de la personne, Israël est néanmoins beaucoup plus responsable en raison de la nature asymétrique de l'occupation et des autres mécanismes d'oppression. Les Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) exhortent le gouvernement canadien à accueillir publiquement les conclusions de l'enquête et à prendre des mesures pour s'attaquer aux causes profondes de la violence en Palestine.

« Ce rapport de l'ONU nous avertit que la paix restera une impossibilité tant que nous ne démantèlerons pas les structures d'oppression d'Israël, y compris son occupation militaire », a déclaré Michael Bueckert, vice-président de CJPMO. « Malheureusement, la politique canadienne actuelle vise à maintenir le statu quo, qu'il s'agisse d'exporter des armes à Israël ou d'accorder des avantages commerciaux aux entreprises de colonisation illégale », a ajouté M. Bueckert. CJPMO attend avec impatience les futurs rapports de l'enquête qui comprendront des recommandations de mesures de responsabilisation et évalueront les responsabilités des États tiers comme le Canada et des entreprises privées canadiennes dans la poursuite des politiques d'occupation.

Il s'agit du premier rapport de la Commission internationale indépendante d'enquête sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et Israël (Col), qui a été établie par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à la suite de l'assaut israélien sur Gaza en mai 2021. CJPMO note que les enquêteurs ont été empêchés par le gouvernement israélien d'accéder à Israël ou aux territoires occupés pour les besoins de cette enquête. Contrairement aux enquêtes précédentes, le Col a pour mandat d'enquêter sur le contexte historique et les causes profondes, y compris la discrimination au sein même d'Israël, ce qui rend son analyse plus complète. Voici quelques-unes de ses conclusions :

- Le rapport note que ses « conclusions et recommandations relatives aux causes profondes sous-jacentes étaient en grande majorité dirigées vers Israël », en raison de la « nature asymétrique du conflit et de la réalité d'un État occupant l'autre »;
- Le rapport conclut que « mettre fin à l'occupation des terres par Israël »

demeure « essentiel pour mettre fin au cycle persistant de la violence », mais qu'il est également nécessaire de s'attaquer à la discrimination à l'encontre des Palestiniens en Israël et ailleurs;

- Selon le rapport, « Israël n'a aucune intention de mettre fin à l'occupation, a des politiques claires pour assurer son contrôle total des territoires palestiniens occupés et agit pour modifier la démographie en maintenant un environnement répressif pour les Palestiniens et un environnement favorable pour les colons israéliens ».

CJPMO note que le Canada n'a pas réussi à démontrer son soutien au travail du Col, malgré son soutien vocal à des mécanismes similaires en Ukraine et ailleurs. Au lieu de cela, le Canada a maintenu une attitude ambivalente, voire hostile, envers l'enquête. En décembre 2021, le Canada s'est [abstenu](#) sur un amendement israélien visant à défrayer l'enquête, tout en exprimant des « préoccupations importantes » à l'égard de l'enquête liées à « l'opposition depuis longtemps du Canada à la concentration disproportionnée sur Israël. » CJPMO exhorte le Canada à soutenir ce mécanisme international de comptabilité, et à mettre fin à sa pratique de protéger Israël de toute critique légitime dans les forums internationaux.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :

Michael Bueckert, VP CJPMO

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient

michael.bueckert@cjpmo.org ou 613-315-7947

[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué du CJPMO

Copyright © [CJPMO](#), Communiqué du CJPMO, 2022

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca